

## Le FMI appuie le redressement en Iraq

Le FMI apporte son concours à la reconstruction et au redressement de l'Iraq. Il s'agira initialement d'assistance technique et de conseils dans ses domaines de compétence, parmi lesquels les politiques budgétaire et monétaire, en étroite coopération avec d'autres organismes et donateurs. Les services du FMI s'appuient sur leur expérience de l'aide au sortir d'un conflit, notamment en Afghanistan, en Bosnie et au Timor-Leste.

Dans un premier temps, l'assistance technique portera sur la gestion des dépenses publiques, l'établissement d'opérations monétaires et de paiement essentielles, et

## Le capitalisme en danger?

En septembre 2003, Raghuram Rajan, qui a publié récemment un livre provocateur, *Saving Capitalism from the Capitalists: Unleashing the Power of Financial Markets to Create Wealth and Spread Opportunity*, prendra ses fonctions de Conseiller économique et de Directeur du Département des études du FMI. Dans cet ouvrage

coécrit avec Luigi Zingales, il soutient que les capitalistes au pouvoir étouffent les marchés libres parce qu'ils risquent de pâtir le plus d'une concurrence accrue. Les droits de douane américains sur l'acier, par exemple, ne sont qu'une aide accordée aux propriétaires et cadres de direction puissants politiquement d'aciéries américaines en difficulté.

Les auteurs proposent quatre réformes. Premièrement, la politique

des pouvoirs publics (notamment la politique fiscale) devrait récompenser les propriétaires efficaces et pénaliser ceux qui ne le sont pas. Deuxièmement, il faudrait ouvrir les frontières, car la meilleure façon de supprimer «les réglementations outrageusement protectrices» qui vont à l'encontre de la prospérité de tout un chacun, hormis les capitalistes nationaux et leurs alliés politiques, est souvent d'exposer ces mêmes capitalistes à la concurrence étrangère. Troisièmement, un filet de protection sociale doit être mis en place en faveur des travailleurs supplantés par la concurrence. Et, quatrièmement, le grand public doit être davantage conscient du pouvoir des marchés libres et des dysfonctionnements éventuels des marchés si le pouvoir des décideurs n'est pas contrôlé.

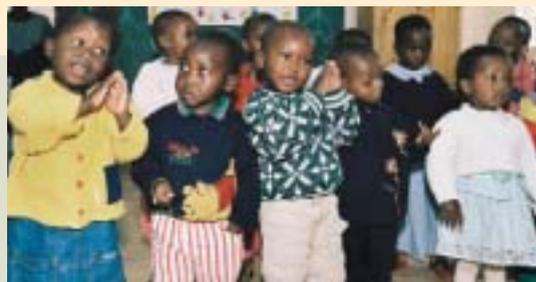
### IL Y A 30 ANS DANS F&D

#### Faux problème

«La principale question posée ces dernières années sur l'allègement de la dette a été de savoir si cette forme d'aide devait être considérée comme une aide extérieure à long terme ou, plutôt, comme une contribution à la solution d'un problème à court terme de liquidité.»

*Extrait d'un article de Thomas M. Klein paru dans le numéro de septembre 1973 de Finances & Développement*

l'évaluation de l'adéquation des institutions et des lois dans le secteur financier. Par la suite, une aide s'imposera aussi dans la politique monétaire et les opérations de change, la politique fiscale (notamment le régime du secteur pétrolier) et le renforcement des capacités statistiques.



Des orphelins du sida au Kenya.

## Les mécomptes de la lutte contre le sida

Le monde ne dépense toujours pas assez pour combattre le sida, d'après les Nations Unies, qui estiment qu'environ la moitié des fonds nécessaires est dépensée dans les pays à revenu intermédiaire ou faible. «Même après les récentes augmentations, l'écart entre les besoins et le financement reste l'un des principaux obstacles dans la lutte contre cette épidémie», affirme Peter Piot, Directeur exécutif d'ONUSIDA, ajoutant que, «même si le déficit de financement est comblé à moitié, il nous reste une moitié à assurer». Les États-Unis et les pays européens ont annoncé récemment leur intention d'accroître le financement de la lutte contre le sida par des voies bilatérales et multilatérales, et par l'intermédiaire du nouveau Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. S'ils se matérialisent, ces engagements signifieront un surcroît de dépenses de 1,2 milliard de dollars par an d'ici 2005 — ce qui laisserait encore un déficit de près de 5 milliards de dollars.

## Le Moyen-Orient doit stimuler le commerce

Selon un rapport de la Banque mondiale intitulé *Engaging with the World: Trade, Investment and Development in MENA*, les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord pourraient éviter une crise majeure de l'emploi en développant les échanges et l'investissement privé et en créant des millions d'emplois.

Ce rapport met en garde contre le *statu quo* — des économies protégées aux mains du secteur public et reposant sur le pétrole, l'aide et les envois de fonds de l'étranger — qui ne génère plus assez de croissance ou d'emploi. Selon les estimations du rapport, le nombre de nouveaux venus sur le marché du travail régional avoisinera 4 millions par an entre 2000 et 2010, soit deux fois plus que ces vingt dernières années. Les taux de chômage dans la région, 15 % en moyenne aujourd'hui, comptent parmi les plus élevés au monde. «À l'heure actuelle, les nouveaux venus sur le marché du travail sont plus jeunes et mieux éduqués; en d'autres termes, dans un contexte économique approprié, ils pourraient jeter les bases d'une croissance rapide et soutenue, à l'instar des jeunes travailleurs dans le reste du monde», affirme Mustapha Nabli, économiste principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à la Banque mondiale. «Mais si le cadre d'activité est limité, une manne démographique potentielle peut se transformer en calamité et aboutir à une crise sociale» (voir aussi *Gros Plan*, page 55).